

## La presse de Bosnie-Herzégovine et l'idée de l'Europe

Radenko UDOVICIC

*Rédacteur en chef  
de l'agence de presse  
SAFAX de Sarajevo,  
analyste  
auprès de  
l'Institut Media Plan*

Ce texte a pour but d'expliquer la façon dont la presse de Bosnie-Herzégovine aborde le problème de l'Europe. Ce terme sous-entend avant tout, du moins en Bosnie-Herzégovine, l'intégration à l'Union européenne et à l'ensemble des autres formes de coopération institutionnelle et extra-institutionnelle entre les peuples et les États européens. Nous nous efforcerons de décrire quelles sont les priorités de la presse face à l'Europe, la façon dont les informations sont présentées, tout en essayant également de mettre à jour les éventuelles connotations politiques, veillant à les situer dans le cadre de la réalité politique du pays.

D'une manière générale et d'un point de vue institutionnel, l'Europe est très présente dans les médias de B-H, particulièrement dans la presse. Ce qui est parfaitement logique, car l'intégration prochaine à l'Union européenne et le sentiment que la Bosnie fait partie du vieux continent est le seul sujet faisant l'objet d'un consensus entre les partis politiques bosniaques, quels que soient la nation, l'idéologie ou le territoire qu'ils représentent. Nous pouvons affirmer que s'il n'existe aucune entente entre les principaux partis quand il s'agit de l'organisation, du fonctionnement et même de la survie de l'État, ils sont unanimes à estimer qu'il faut rejoindre au plus vite l'Union européenne. Auquel cas les actuelles tendances unitaristes ou séparatistes perdraient ici tout leur sens. Mais l'on peut se demander si un pays déchiré par de telles aspirations a

des chances d'être accepté par la famille européenne.

Il serait faux de prétendre que ces illogismes ne sont pas évoqués et débattus dans la presse, mais l'impression générale est que l'approche n'est pas suffisamment analytique et impartiale. La vision des obstacles et de ceux qui font obstacle à l'avancée du pays vers l'Union européenne se réduit souvent au cadre national, en l'absence de toute véritable volonté de s'attaquer au problème de manière globale et objective et d'aboutir à une solution. Les médias ne sont d'ailleurs que le reflet de la société et il serait illusoire de s'attendre à ce qu'ils puissent prendre leurs distances par rapport aux tristes conditions qui prévalent actuellement en Bosnie.

### **La Bosnie-Herzégovine et l'Union européenne**

L'auteur de ce texte a suivi avec une très grande attention, entre le 1<sup>er</sup> octobre 2002 et le 1<sup>er</sup> février 2003, l'ensemble des écrits consacrés à l'Europe. Il a lu une centaine d'articles traitant de cette problématique, parus dans la plupart des grands journaux de Bosnie-Herzégovine. Il est possible de conclure, sur cette base, que le thème de l'Europe est très présent dans la presse. Si l'on fait le tri des sujets traités, on parvient facilement à la conclusion que la plupart du temps, ces articles évoquent les rapports entre la Bosnie-Herzégovine et l'Union européenne. Ce thème a, de toute évidence, été développé dans la moitié des articles publiés au cours de cette période. Les autres 50% portent surtout sur l'élargissement de l'Europe vers l'Est et l'on y évoque naturellement la question du sommet de Copenhague et sa décision d'accepter dix nouveaux membres en 2004. Un autre thème débattu a été celui des rapports entre la Turquie et l'UE, qui a déclenché une série de discussions, surtout au cours des derniers mois : l'Europe est-elle, ou non, prête à accueillir un pays musulman parmi ses membres ? De nombreux autres articles évoquaient aussi les rapports entre les anciennes républiques yougoslaves et l'UE, la Slovénie surtout, qui aura rejoint d'ici un an les autres membres de l'Union européenne. La dernière catégorie est celle des textes n'ayant généralement aucun lien avec la Bosnie-Herzégovine. Il s'agit de textes sur les divergences qui se manifestent à l'intérieur même de l'Union européenne, ou plutôt entre ses principaux leaders, sur les rapports entre l'UE et l'Amérique, particulièrement en ce qui concerne l'Irak et autres informations ou détails intéressants décrivant la vie dans l'Europe développée.

Les informations, dans l'ensemble, proviennent des agences de presse ; puis viennent les reportages des différents correspondants ou

des correspondants de l'agence *Sense*, dirigée par des journalistes issus des régions de l'ex-Yougoslavie, dont le siège se trouve à Bruxelles. Nous avons relevé aussi un assez grand nombre d'interviews avec différents hommes politiques bosniaques, ainsi qu'avec des diplomates et économistes étrangers, consacrées au problème de l'admission dans l'Union européenne. Nous avons noté que les expressions journalistiques les moins représentées étaient les commentaires et les analyses.

### **Solana, un personnage en vue**

Le problème des rapports entre la Bosnie-Herzégovine et l'Union européenne a été présenté sous forme d'une multitude d'informations et de reportages en provenance tant du pays lui-même que de l'Europe, évoquant la collaboration avec l'UE et plus particulièrement les différents aspects de l'engagement de l'UE en B-H. Nous avons également noté, dans le cadre de notre enquête, qu'au cours de la période de fin d'année, le sujet le plus souvent traité a été celui du remplacement de la police des Nations Unies par une police de l'Union européenne.

Il s'agit de la première mission de sécurité de toute l'histoire qui se déroule sous l'égide de l'UE et à laquelle participent des policiers de trente-trois pays, dont dix-huit ne sont pas membres de l'Union. Dans la plupart des journaux, cette information a été présentée sous forme d'entrefilet, ce qui peut être indirectement interprété comme un rappel de l'ouverture de l'Union et de sa volonté de coopérer étroitement avec l'ensemble des États européens. La mission de cette police se réduit à assurer la formation professionnelle des policiers bosniaques, à coopérer aux enquêtes particulièrement difficiles ou délicates sur le plan politique, mais aussi à contrôler l'attitude professionnelle de la police de B-H. Bien que cette mission ait débuté le 1<sup>er</sup> janvier, elle n'a été inaugurée solennellement que deux semaines plus tard avec l'arrivée de Javier Solana, chargé des affaires de sécurité et des questions politiques et de Jorge Papandreou, chef de la diplomatie grecque, pays assumant actuellement la présidence de l'UE. L'arrivée de ces deux éminentes personnalités politiques a été annoncée à la Une par tous les quotidiens. On peut dire que cela aura été la seule occasion où l'Union européenne s'est retrouvée en première page des journaux. Toutes les autres nouvelles en provenance de l'UE, quelle que soit l'importance qui leur est accordée, se retrouvent généralement sous la rubrique « Nouvelles du monde », à l'intérieur même des journaux, aux côtés souvent d'informations du genre « *Chutes de neige en Sibérie* » ou « *Les sorciers de Namibie* ».

Mais revenons-en à Javier Solana qui, pour la presse du moins, s'est révélé beaucoup plus intéressant que le ministre des Affaires étrangères grec. Certains journaux ont pu obtenir une interview de cet éminent homme politique européen, alors que ceux qui n'ont pas eu cet honneur (ou n'y ont pas réussi) ont retransmis ses déclarations, accompagnées, naturellement de sa photographie. Entre le 14 et le 18 janvier, Solana a été la personnalité la plus en vue dans les journaux bosniaques. Pourtant, et c'est ce qui rend la situation encore plus absurde, Solana ne nous a rien appris de concret, se contentant dans l'ensemble de rappeler que « *le chemin vers l'Europe est long* » et qu'il faut « *s'attaquer à la démocratisation, dont l'une des conditions, précisément, est la professionnalisation de la police* ».

Certaines autres interviews, dont celle de Romano Prodi, président de l'UE, d'Erhard Busek, coordinateur du Pacte de stabilité et d'autres représentants de l'Europe en B-H, ont montré très clairement ce que devrait faire la B-H pour que les pourparlers sur l'intégration à la famille européenne puissent être entamés. Tous les hommes politiques interviewés ont été pratiquement unanimes à exiger l'introduction de la TVA, ainsi que d'un régime douanier commun, au niveau de l'État; la stabilité des institutions centrales, l'état de droit et la protection des droits de l'homme, avant tout ceux des minorités. Erhard Busek, dans une déclaration publiée le 18 décembre dernier, a fait une remarque intéressante, déclarant sous une forme particulièrement imagée : « *Si la Bosnie-Herzégovine veut rejoindre les courants intégratifs de l'Europe, elle devra d'abord être elle-même intégrée* », ou encore « *Tant qu'il y aura en B-H un Bureau du Haut représentant, ce pays ne pourra espérer faire partie de l'Union européenne* ». C'est cette seconde déclaration, précisément, qui semble la plus logique. En effet, le Bureau du Haut représentant constitue une sorte de protectorat de la communauté internationale en B-H et c'est par son intermédiaire qu'ont été adoptées (ou imposées) toutes les lois en B-H. Dès que ce Bureau aura disparu, cela sera le signe que la Bosnie est redevenue un État stable – ou alors que la communauté internationale a décidé qu'il s'agissait d'un cas désespéré.

## **De nouveaux espoirs**

Nous devons souligner que les commentaires sur les mesures à prendre pour permettre à la B-H de rejoindre la famille européenne ne sont apparus dans la presse bosniaque qu'après la tenue du sommet de Copenhague et l'annonce de l'admission de dix nouveaux membres, des pays dans l'ensemble originaires de l'ancien bloc de l'Est, dont la B-H

fait partie. Cela semble avoir redonné espoir aux citoyens de ce pays qui se sont dit : « *Tu vois, que ce n'est pas impossible !* »

Les journaux publient actuellement de nombreux articles et déclarations sur l'éventualité d'une admission, et certains de ces textes présentent de manière très sérieuse la législation européenne à leurs lecteurs, tout en décrivant les réformes estimées nécessaires. C'est ainsi qu'au cours du mois de décembre, *Dnevni List* a publié une série d'articles sous forme d'un feuilleton en sept épisodes, dans lesquels Enes Raco, juriste, décrit les différents systèmes électoraux des pays membres de l'Union européenne, et établit la parallèle avec le système électoral en B-H. Pourtant après des explications détaillées et parfaitement claires, l'auteur souligne que si ces lois sont très importantes, « *la condition sine qua non reste la stabilité politique* ». C'est-à-dire exactement ce qui manque à la Bosnie. Nous mentionnerons un autre texte paru dans ce même journal, publié il est vrai un peu plus tôt – le 17 octobre – qui propose diverses solutions pour résoudre le problème de l'instabilité politique. L'auteur, Sinisa Tatalovic, de Zagreb, bon connaisseur des problèmes nationaux dans l'ensemble de la région et en B-H, affirme que la démocratisation ne suffira pas à garantir la stabilité ethnique dans la région, mais que « *les États balkaniques devraient être associés à l'intégration européenne et à l'OTAN* ». Selon l'auteur, cette démarche radicale permettrait de relativiser les conflits internes et de promouvoir un processus de stabilisation.

*Jutarnje novine*, de Sarajevo (Fédération de B-H), a publié le 27 novembre, sous le titre « *Une Bosnie divisée en trois parties ne saurait intéresser l'Europe* » un texte percutant et très sérieux, sur les conditions que devra remplir la B-H avant de pouvoir se joindre aux courants intégratifs européens. Ce titre constitue en lui-même un clair message politique, à savoir qu'il n'y aura pas d'adhésion sans une plus grande unité du pays, thème qui fait l'objet d'importantes dissensions avec les forces politiques de la deuxième entité, la Republika Srpska. D'ailleurs si les médias de cette entité ont publié un certain nombre de commentaires sur les conditions d'adhésion, d'une manière générale, ils n'ont pas mentionné le problème de l'unification politique et économique du pays. Ce qui est l'expression de l'unanimité des sentiments politiques dans cette entité. Pourtant, si le titre en question représente en lui-même un message politique indirect, l'article, lui, examine en détail les conditions d'intégration, tout en établissant certaines comparaisons avec les pays voisins. Soulignant au passage que la Croatie et la Macédoine – et l'Albanie même – ont beaucoup plus fait pour se rapprocher de l'Union que ne l'a fait la B-H ; critiquant ainsi

indirectement ceux qui occupent le pouvoir depuis plusieurs années. On trouve sur cette même page un autre article sur ce thème, où l'on rappelle la nécessité d'unifier l'espace économique en B-H. « *Il y a, en B-H, au moins trois différents marchés économiques et si nous tenons compte du fait que les législations diffèrent elles aussi d'un canton à l'autre, le résultat est une parcellisation féodale qui rappelle l'Europe du moyen-âge* », est-il spécifié dans ce texte.

*Jutarnje novine*, dans son numéro du 28 décembre, rapporte les commentaires de l'ancien membre de la Présidence de B-H, Stjepan Klujic, sur les chances de la B-H d'être admise à l'Union européenne. « *Soyons tout à fait honnêtes* », déclare Klujic, « *la B-H tient en mains les clés de son propre destin. Si elle veut vraiment faire partie de l'UE, elle ne doit pas se contenter d'attendre pendant des décennies, elle doit prendre des mesures énergiques au niveau national et affirmer clairement qu'elle a opté pour un avenir européen* ». Il constate enfin « *que dans le cas contraire, elle se condamnerait elle-même à un tragique isolement.* »

« *La B-H au seuil de l'Union européenne* », tel est le titre d'un autre commentaire paru dans *Oslobodjenje* le 21 décembre. L'auteur estime que le principal obstacle à un rapprochement vers l'Europe est la Republika Srpska. « *La RS d'aujourd'hui est une création basée sur un facteur criminogène, avec une équipe anti-Bosnie-Herzégovienne et antidémocratique. Elle constitue le principal obstacle à toute européanisation de la B-H* », conclut l'auteur...

Ces textes montrent clairement à quel point l'Europe, ou plutôt l'Union européenne, représente une priorité et un rêve pour les citoyens de ce pays, et leurs médias. *Oslobodjenje* (le 11 décembre) a publié sur une page entière une seule et unique phrase : « *Ne nous oubliez pas !* » C'est là l'expression de la commune aspiration de la B-H, de la Macédoine, de l'Albanie, de la Yougoslavie et de la Croatie, dont les ministres, réunis à Skoplje, ont tous demandé à être intégrés à l'Europe. Cette phrase est entourée du drapeau de l'Union européenne et de la photographie des capitales des différents États.

L'interview accordée à *Nezavisne novine* (Republika Srpska) par Rajko Tomas, économiste de Banja Luka, est une nouvelle confirmation de l'intérêt que l'on porte à l'UE. Un titre saute aux yeux : « *La TVA nous ouvrira les portes de l'Europe* ». Mais ce qui est réellement intéressant dans cette interview, parue sur presque dix pages, c'est qu'en fait le problème de la TVA, et de son extrême importance, ne fait l'objet que de deux ou trois alinéas et ce, à la fin de l'interview, qui porte sur un tout autre sujet. La rédaction a néanmoins estimé que cela aurait dû être le thème principal et l'a donc souligné dans le titre. D'une manière générale en Republika Srpska, et contrairement à l'opinion exprimée dans ce journal,

il existe un consensus absolu à ce sujet. La TVA ne pourra être introduite qu'au niveau des entités et non au niveau de l'État, nouveau prétexte pour bien souligner l'autonomie de la Republika Srpska en tant qu'État. On retrouve pratiquement le même argument dans *Dnevni Avaz* de Sarajevo (2 janvier 2003), qui publie une interview de Mladen Ivanic, chef de la diplomatie bosniaque : « *Nous devons être plus présents dans les institutions de l'Union européenne* », précise le titre ; ce n'est pourtant là que l'un des sujets évoqués au cours de cette interview, dont certains étaient d'ailleurs particulièrement importants pour la situation politique intérieure en B-H.

Bien que dans l'immense majorité des déclarations et interviews accordées par des hommes politiques, intellectuels et journalistes étrangers et publiées dans la presse bosniaque – celle de la Fédération de B-H surtout – il est souligné à quel point il est important que la Bosnie soit unifiée et multiethnique, on entend parfois un autre son de cloches. C'est ainsi que le 18 octobre, la revue hebdomadaire *Dani* a publié une interview d'Alexandre Adler, qu'elle présente comme un éminent intellectuel français « *qui dit généralement ce que pensent les milieux influents de l'un des pays les plus développés du monde* ». Adler fait à plusieurs reprises l'éloge de l'islam européen, présent en Bosnie. Il déclare même qu'il ne faut pas s'efforcer de préserver à tout prix l'unité de la B-H et que l'Europe devrait accepter la création d'un État musulman sur le territoire de l'actuelle B-H. « *S'il se révèle impossible de réunifier l'ensemble de la Bosnie, il faudra alors, en gardant la tête froide et, naturellement, sans avoir recours aux armes, retracer les frontières après avoir procédé à quelques échanges et reconnaître une Bosnie où les citoyens seront heureux de vivre. Il pourrait alors s'agir d'un État qui servirait d'exemple sur ce que devrait être un pays laïc, un État qui entretiendrait des relations étroites tout d'abord avec la Turquie, mais aussi avec l'Italie, la France et l'Allemagne. Dirigée par quelqu'un qui s'engagerait à respecter tout cela et connaîtrait bien l'histoire de ce pays, cette Bosnie pourrait être prospère et moderne* », affirme Adler.

## L'élargissement vers l'Est

Le sommet de Copenhague et l'annonce de la prochaine admission de dix nouveaux membres ont été largement commentés par les médias. Pourtant, comme nous l'avons déjà souligné, uniquement sur les pages consacrées aux nouvelles du monde et pas en première page. Presque tous les journaux de B-H, et les quotidiens surtout, restent fidèles à un seul et unique schéma : on imprime tout d'abord les nouvelles sur la Bosnie, et beaucoup plus loin, à l'intérieur, les informations en

provenance du monde, même si elles sont d'une importance cruciale. Avec parfois de rares exceptions, s'il s'agit de catastrophes telles les tremblements de terre, le déclenchement (mais non la fin) de nouvelles guerres, etc.

L'impression que l'on a, c'est qu'aucun de ces journaux ne semble avoir eu de correspondant spécial à ce sommet décisif. Un grand nombre des articles parus sur ce thème n'étaient pas signés. Nous avons noté dans *Jutarnje novine* une information en provenance de l'agence SENSE ; dans *Dnevni list* (de Mostar) un reportage de *VOA News* de Washington (!) et dans *Dnevni Avaz* et *Oslobodjenje* une nouvelle de l'agence *Fena*, de Sarajevo. La remarque émise plus haut, à savoir que ce thème a été traité de la manière la plus diverse, était basée sur le fait qu'outre les reportages des agences de Bruxelles et de Copenhague, il y a aussi eu un grand nombre d'informations sur les réactions à l'élargissement de l'Union et aussi certains détails piquants concernant le déroulement même du Sommet. Par exemple, « *Ici les dames de la nuit ont été très occupées* ».

Les correspondants permanents des pays particulièrement concernés par la décision prise à Copenhague ont envoyé de nombreux reportages. Particulièrement dans le cas de la Slovénie, en sa qualité de nouveau membre, pays que beaucoup en Bosnie considèrent, en raison d'une histoire commune au sein de la Yougoslavie, comme un pays très proche. Presque tous les journaux de B-H ont un correspondant permanent en Slovénie, lesquels ont eu beaucoup de travail à l'issue de ce sommet. Des dizaines d'articles en provenance de Slovénie ont paru dans les journaux, décrivant ce qu'avait été l'atmosphère après cette annonce, les avantages et désavantages que présente l'appartenance à l'Union, les nouvelles difficultés que rencontreront les citoyens de B-H pour obtenir des visas, les perspectives de développement économique et évoquant aussi une série d'autres sujets. Tout cela étant le reflet de l'intérêt (et de l'étonnement) qu'a suscité la nouvelle que cette ancienne république yougoslave, aussi développée soit-elle, allait devenir membre de l'Union.

## Rejet de la Turquie

Après celui de la Slovénie, le thème le plus souvent développé par la presse bosniaque, et ce sans exceptions, a été celui des rapports entre la Turquie et l'UE. Le correspondant permanent d'*Oslobodjenje* en Turquie a décrit de manière très intéressante et très imagée le mécontentement qu'a provoqué cette prise de décision dans le pays. L'analyse de ces différents articles et informations n'a révélé aucune divergence ou



partialité particulière. Néanmoins les titres de certains d'entre eux semblent indiquer que la presse, celle de Sarajevo surtout, a des doutes sur le bien-fondé d'un tel comportement vis-à-vis de la Turquie, et ce uniquement parce qu'il s'agit d'un pays musulman. Voici quelques exemples : « *L'UE jette de la poudre aux yeux de la Turquie* » (Oslobodjenje 8 décembre), « *L'UE utilise deux poids et deux mesures* » (SAN 10 décembre), « *Nous ne voulons pas d'une Europe promusulmane* » (SAN 20 janvier), « *La Turquie reste en Asie* » (Liljan 16 décembre).

Particulièrement intéressante est l'analyse de Mile Lazic publiée le 21 décembre dans *Oslobodjenje* sous le titre : « *Le spectre de la Turquie hante l'Europe* ». L'auteur expose les différents arguments évoqués au sein de l'UE contre l'admission de la Turquie et aussi ceux qui étaient en faveur. Il cite entre autres « *la menace à la culture et à l'identité européennes, mais aussi à l'action de l'UE en tant qu'Union chrétienne* ». Lazic cite aussi Helmut Schmidt, ancien chancelier allemand, qui affirme que « *ce qui manque à l'islam, c'est la culture européenne, l'épanouissement de la renaissance, de la civilisation et la séparation des pouvoirs spirituels et politiques* ». C'est d'ailleurs là la raison pour laquelle, selon Schmidt, l'islam n'a pas laissé de traces en Europe, mis à part en Bosnie et au Kosovo.

Mais l'article du rédacteur du journal allemand *Zeita* présente une tout autre argumentation : « *S'il est vrai que quelques Turcs ont des problèmes par rapport à certaines valeurs européennes, on peut en dire autant de Silvio Berlusconi qui, en Italie, vient d'adapter l'état de droit à ses propres besoins. Par ailleurs si l'on en juge d'après l'enthousiasme des populations vis-à-vis de l'intégration européenne, les Turcs devraient devenir dès demain citoyens de l'Europe et les Britanniques y renoncer.* » On a publié à la suite de ce texte le résultat d'un sondage de l'opinion publique en Allemagne sous le titre : « *Un Allemand sur quatre refuse d'avoir un Juif pour voisin.* » On semble, à travers ces titres, vouloir convaincre les lecteurs que « *les Européens sont des Chrétiens intolérants et exclusifs.* »

## **Le conflit entre l'Europe et l'Amérique**

Les thèmes en provenance de l'Europe et n'étant pas directement liés à la Bosnie-Herzégovine et aux Balkans sont développés de manière sélective. On a l'impression qu'aucun des journaux, ou presque, ne suit les événements de manière systématique. La raison principale étant que les fonds dont disposent les journaux en B-H ne leur permettent pas d'avoir des correspondants permanents dans les pays de l'Union européenne. Ils sont donc contraints d'utiliser les nouvelles des agences.

Il existe donc ici deux filtres : les agences (parce que les journaux ne peuvent pas influencer sur ce qui les intéresse – ou non) et les journalistes eux-mêmes (du fait que les rédactions, soit parce qu'elles ne connaissent pas suffisamment les problèmes ou par simple négligence, omettent certaines choses au détriment de la continuité de l'information). C'est précisément pour cette raison que l'Institut Media Plan a introduit dans son École de journalisme, basée sur les expériences de Lille, des cours spéciaux sur les courants intégratifs européens, aidant ainsi les journalistes à se préparer dans ce domaine.

Nous avons constaté, au cours de la période ayant fait l'objet de notre enquête, que c'est dans le quotidien *Glas srpski* de Banja Luka que l'on trouvait le plus de nouvelles sur l'Union européenne, ainsi que sur les événements se déroulant dans les pays de l'UE. On a l'impression qu'à la différence des autres médias, ce journal a moins centré son attention sur l'Irak, l'Amérique et autres événements mondiaux et plus sur l'UE et les informations politiques en provenance des pays-membres. Quant à la source de ces informations, elles semblent provenir avant tout de l'agence yougoslave Tanjug, principale agence utilisée par ce quotidien et dont il est évident qu'elle est tournée en priorité vers l'Europe.

Par ailleurs, sur le strict plan des informations, il a beaucoup été question dans la presse des dissensions sur l'éventualité de l'adoption d'une Constitution de l'UE et des discussions qui ont accompagné la proposition de doter l'Union de deux présidents. Les textes les plus sérieux (et les plus clairs) parus à ce sujet étaient ceux de l'agence SENSE, qui est très compétente en la matière et particulièrement appréciée par les médias de la Fédération, et surtout par *Jutarnje novine*. L'enquêteur a eu l'impression, en se basant sur le style, qu'*Oslobodjenje* et *Avaz* utilisaient également les nouvelles en provenance de cette agence, mais dans l'ensemble sans mentionner leur source, combinant ces informations avec celles d'autres agences. Par ailleurs, ses correspondants couvrent l'ensemble de l'Europe et traitent surtout des problèmes européens et il est regrettable que, pour des raisons spécifiques, ils ne puissent être plus présents dans les médias nationaux.

Le conflit entre les États-Unis et l'Europe au sujet de l'intervention en Irak a été largement suivi par les agences de presse. Certains commentaires ont été reproduits, ceux surtout des autorités allemandes ou françaises expliquant pourquoi elles étaient contre cette intervention. Particulièrement intéressante a été la publication d'une partie de l'interview accordée par Javier Solana au *Financial Times*, où il accuse l'Amérique de situer le problème dans un contexte religieux, ce qu'a

souligné la revue hebdomadaire *Liljan* de Sarajevo, laquelle a la réputation d'être le porte-parole des bosniaques-musulmans. « *Les USA considèrent ce problème uniquement sous l'angle religieux. Pour nous autres Européens, c'est une chose difficile à comprendre parce que nous appartenons à des pays laïcs. Nous ne considérons pas que, dans le monde, tout est ou noir ou blanc* », a déclaré Javier Solana. Pour conclure, l'article offre une vision précise de ce problème (d'après Solana) : « *L'Amérique considère le terrorisme comme la plus grande menace à la sécurité internationale et à la paix. Pour les Européens, le terrorisme ne représente que l'une de nombreuses menaces, il y a aussi la misère, les conflits régionaux, les épidémies et les changements de climat.* »

La plupart des journaux ont retransmis les déclarations de Solana plus ou moins in extenso. Les personnes que l'auteur de cette enquête a pu interroger ont eu des réactions très positives à cet égard. Il est vrai qu'il s'agit là surtout d'un problème politique et non médiatique, mais il doit être expliqué. Pendant la guerre, et même longtemps après la guerre, sur les territoires à majorité bosniaque, l'opinion politique, et donc les médias aussi, étaient tout à fait pro-américains. Car l'opinion générale était que l'Europe n'avait pas fait grand chose pour mettre fin à la guerre, n'en ayant ni la volonté, ni le pouvoir, à la différence de Américains. Opinion qui s'est encore renforcée après l'attaque de l'OTAN sur la RF de Yougoslavie, sous la pression de l'Amérique. Pourtant, après les attaques terroristes à New York, il y a eu un changement d'attitude. Les Bosniaques ont évidemment ouvertement et entièrement condamné cet acte qui les a profondément choqués. Mais, plus tard, le comportement des Américains a ébranlé leur confiance dans le pays le plus puissant du monde. Les pressions constantes des Américains pour que l'on arrête des citoyens bosniaques à orientation islamiste (qui sont d'ailleurs tout à fait minoritaires), accompagnées de la violation des lois et principes des droits de l'homme en vigueur en Europe, les demandes d'extradition, ont montré que les États-Unis ne respectaient les lois que de manière sélective. Ce qui a surtout trouvé son expression dans le refus des États-Unis de reconnaître la Cour internationale chargée de juger les crimes de guerre. Il y a eu aussi sa volonté farouche de faire la guerre à l'Irak, ainsi que son refus de persuader Israël d'accepter des compromis : tout cela a entraîné l'ensemble des citoyens à penser que tout compte fait, et malgré ce l'on pourrait lui reprocher, l'Europe était une institution plus équitable. Jamais au cours des dix dernières années, les Bosniaques n'ont eu autant le sentiment de faire partie de l'Europe. Ce qui a aussi trouvé son expression dans les médias au cours de ces derniers mois ■

